

POLSKA

W Europie



TRYBUNA
EUROPEJCZYKÓW
KULTURY
POLSKIEJ
ORAZ
PRZYJACI L
POLSKI

B.D.I.C

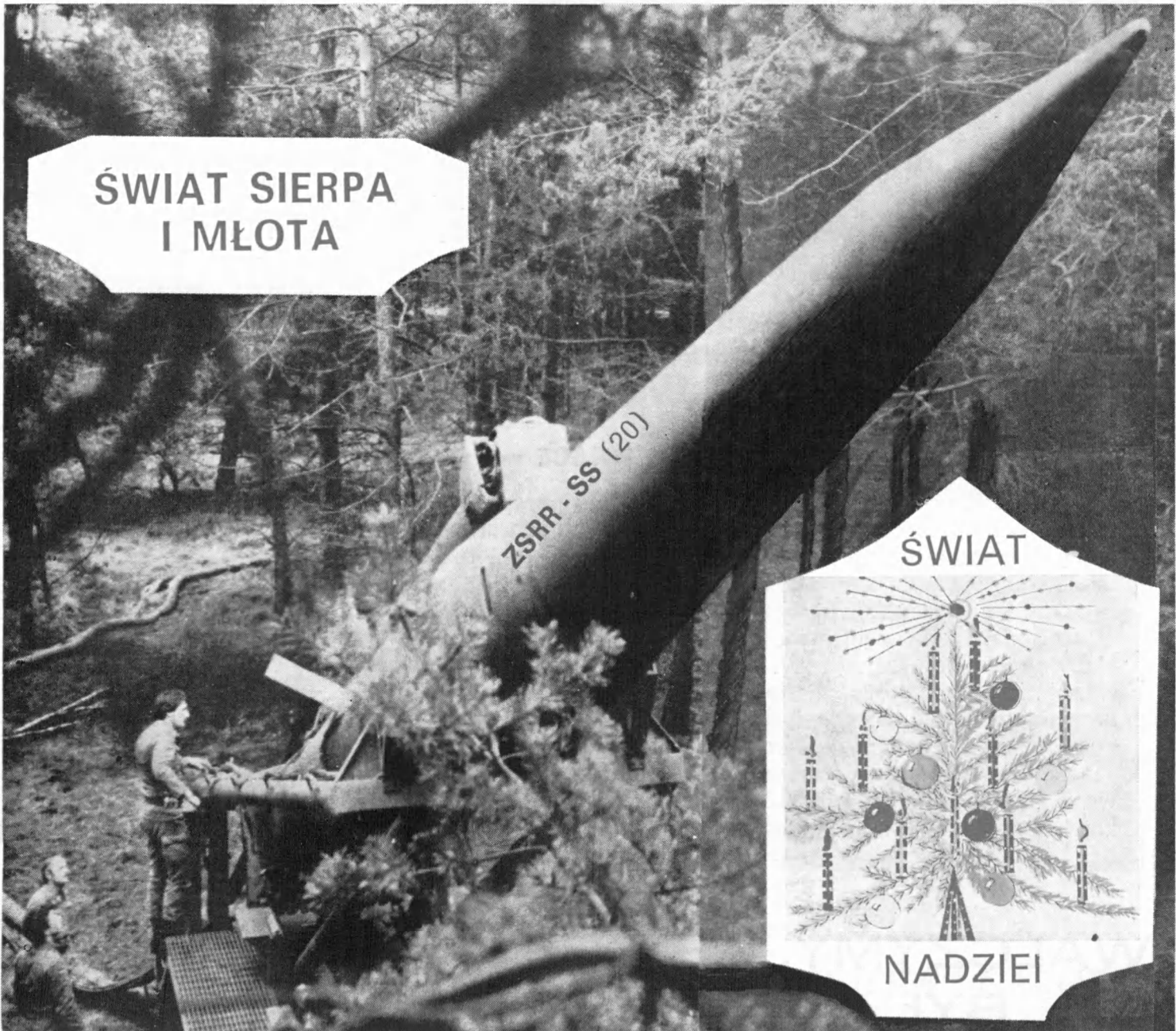
ROK XXXI

MIESIĘCZNIK

XII - 1982

NA BOŻE NARODZENIE

ŚWIAT SIERPA
I MŁOTA



ŚWIAT

NADZIEI

Fop. 2519



NAJLEPSZYCH ŚWIĄT
 MERRY CHRISTMAS
 FELICES NAVIDADES
 GESEGNETE WEIHNACHTEN
 BON NADAL

NA MARGINESIE ROZMÓW W POLSCE

« A czyż w łonie narodu pokój ma realne perspektywy, kiedy na płaszczyźnie politycznej nie jest zagwarantowany swobodny udział w zbiorowych decyzjach, ani też możliwość cieszenia się wolnością osobistą?

« Nie ma prawdziwej wolności – fundamentu pokoju – tam, gdzie cała władza jest skupiona w rękach jednej klasy społecznej, jednej rasy, jednej grupy, lub gdy dobro wspólne zostaje utożsamione z interesami jednej partii, która identyfikuje się z Państwem.

« Nie ma prawdziwej wolności, kiedy swoboda poszczególnych jednostek zostaje wchłonięta przez zbiorowość odmawiając jakiegokolwiek transcendencji człowiekowi, jego historii indywidualnej i zbiorowej.

Jan Paweł II - 1.1.1981

NA ŚWIĘTA
 BOŻEGO
 NARODZENIA

ŻĄDAMY

DLA POLSKI

- OGŁOSZENIA POWSZECHNEJ AMNESTII
- PLURALIZMU POLITYCZNEGO
- WOLNYCH WYBORÓW
- PRZYWRÓCENIA ZDEPTANYCH PRAW OBYWATELI I NARODU
- WOLNOŚCI DLA ZWIĄZKÓW ZAWODOWYCH I INNYCH ORGANIZACJI DEMOKRATYCZNYCH
- WYJAŚNIENIA, KTO DAŁ ZLECENIE ZAMORDOWANIA JANA PAWŁA II

DLA EUROPY

- JEDNEJ KULTURY
- JEDNOŚCI I SOLIDARNOŚCI
- OWOCNEJ WSPÓLPRACY
- SPRAWIEDLIWOŚCI
- USUNIĘCIA NIENAWIŚCI I NACJONALISTYCZNYCH AMBICJI
- ZNIESIENIA ŻELAZNEJ KURTyny I DEMOKRATYZACJI ZNIEWOLONYCH NARODÓW
- POKOJU I NADZIEI

"Chcesz
 pomóc
 sprawie
 pokoju
 szanuj
 Wolność,"

WALCZYMY, ABY POLAK POLAKOWI BYŁ BRATEM A NIE KATEM

Kto dał zlecenie zamordowania Jana Pawła II

B.D.I.C

La tension monte entre l'Italie et la Bulgarie après les récents développements de l'enquête sur l'attentat contre le pape Jean-Paul II. L'ambassadeur de Bulgarie à Rome, M. Venelin Kozev, est parti pour Sofia le jeudi 9 décembre. Le porte-parole de l'ambassade a démenti que ce voyage soit lié à une détérioration des rapports entre les deux pays et affirmé que M. Kozev devait avoir une « consultation normale » avec le ministre bulgare des affaires étrangères. Il n'a pas précisé la date prévue du retour à Rome de l'ambassadeur.

Czerwona
Armia
Bułgarska



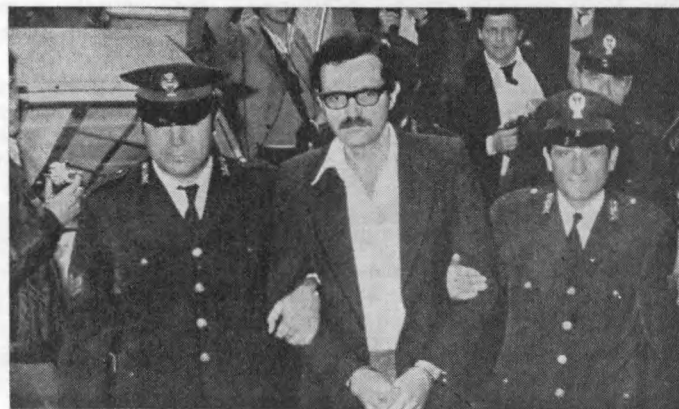
De son côté, M. Martella, procureur chargé de l'enquête, a déclaré, vendredi à Rome, qu'il ne pourrait faire la vérité qu'avec la collaboration d'autres pays. Il a cité en particulier la R.F.A. et la Bulgarie, où M. Bechir Celenk, important trafiquant d'armes soupçonné d'être mêlé à l'attentat, a été arrêté jeudi.

Przewódcy
Wojskowi
Bułgarii



Le ministre turc de la justice, M. Cevdet Mentès, a déclaré pour sa part vendredi à Ankara que son pays « entendait demander » l'extradition de Bechir Celenk à la Bulgarie. Toutefois une procédure de déchéance de la nationalité turque avait été ouverte contre le trafiquant d'armes il y a plusieurs mois. Dans l'hypothèse où elle aurait déjà abouti (ce que ni le ministère des affaires étrangères turc ni la section turque d'interpol ne sont en mesure de confirmer), la demande d'extradition serait irrecevable pour les autorités bulgares.

Aresztowanie
w Rzymie
« Dyplomaty »
Bułgarskiego.
Jego nazwisko:
Sergiej Ivanov
Antonov.



WOLNOŚĆ JEST PRAWEM KAŻDEGO CZŁOWIEKA I NARODU

Activités clandestines depuis la proclamation de l'état de guerre

Le vice-premier ministre de l'intérieure polonaise a involontairement donné, jeudi 9 décembre, un saisissant aperçu de l'ampleur des activités clandestines durant cette année d'état de guerre.

Selon les chiffres fournis par le général Stachura à la commission de la Diet devant laquelle il était venu faire le point sur « l'état de l'ordre public », ses services ont en effet saisi en un an 730.000 tracts et 340.000 publications illégales et démantelé 677 groupes clandestins et 360 imprimeries de fortune. Dans le même temps, les forces de police renforcées d'unités de réserve ont fait main basse sur 1.196 duplicateurs et 468 machines à écrire; confisqué plus de 4.000 affiches; découvert et fermé 11 stations de Radio-Solidarité et un atelier de fabrication de matériel d'émission à Varsovie.

Ce chiffre de 11 stations frappe particulièrement, car il traduit l'importance insoupçonnée qu'avait prise Radio-Solidarité à travers le pays. De la même manière, le nombre d'imprimés saisis amène à sérieusement réviser en hausse les estimations les plus audacieuses faites jusqu'à maintenant sur la circulation de la presse clandestine – dont au demeurant le flot n'apparaît aujourd'hui nullement tari.

En admettant même que les services de police aient pu s'emparer d'un tiers des tracts et bulletins diffusés depuis un an, on arriverait en effet au chiffre de 3.200.000 imprimés de toute sorte publiés par la clandestinité en douze mois. Cette estimation est d'autant plus impressionnante que chaque texte a évidemment plusieurs lecteurs.

Toujours selon le général Stachura, on a, sous l'état de guerre, arrêté, pour raisons politiques, 3.616 personnes parmi lesquelles 2.822 ont été déferées devant les tribunaux. Les camps d'internement ont vu passer au total 10.131 détenus, dont 317 s'y trouvaient encore à la date du 8 décembre. Les manifestations enfin auraient fait 15 morts et 991 blessés, mais n'auraient jamais réuni plus de 21.000 participants, tandis que les grèves et débrayages n'auraient jamais touché plus de 150 entreprises.

Si « les objectifs fondamentaux de l'état de guerre ont été atteints », estime le vice-ministre, « de nombreuses questions sont toujours à régler », car « la défaite de l'adversaire ne signifie

pas que les éléments contre-révolutionnaires aient déposé les armes ». « Leur parrain d'outre-Atlantique » étant opposé à cette idée, ils élaboreraient, tout au contraire, « des plans de lutte à long terme contre le pouvoir » en envisageant la construction de « structures profondément enracinées dans la clandestinité ». Ainsi organisés, ils « rappelleront leur existence à la société » par la diffusion de tracts – « domaine dans lequel ils ont une expérience de plusieurs années » et tenteront d'exploiter, à leur profit, les difficultés économiques.

Autre point noir: la « situation extrêmement complexe – dans les milieux dont l'influence est grande sur la « formation de l'opinion publique » et que « le pouvoir ne peut se permettre de laisser à eux-mêmes en observant avec indifférences leur pénétration ». Les enseignants sont aussi à surveiller pour empêcher que « le socialisme ne perde la jeune génération ». Il faut enfin « regretter que certains prêtres aient souvent donné un appui ouvert » à l'extrémisme par des sermons provocateurs.

« Il faut toutefois souligner », a précisé la général Stachura, qu'une évolution positive a lieu dans le clergé (qui finit par comprendre) que l'Eglise ne peut servir de paravent à un combat contre les autorités ». C'était là rendre hommage à la volonté de stabilisation politique du primat, dont la ligne est maintenant si contestée par une partie du clergé qu'il a dû ces derniers jours, au cours d'une réunion avec les prêtres de Varsovie, subir de très vives critiques. Face à cette fronde, la première à avoir pris un caractère ouvert, Mgr Glemp, dont les intellectuels catholiques ont tendance à ne plus parler qu'en soupirant, est demeuré ferme sur ses positions.

Le mystère, enfin, reste entier sur le contenu de la lettre adressée, le week-end dernier, par M. Walesa au chef de la junte. La seule chose sûre est que la version qui en avait été mise en circulation mercredi parmi les correspondants étrangers (*Le Monde* du 9 décembre) est un faux. « Ce texte n'est pas celui de la lettre de Lech Walesa au général Jaruzelski », dit-on, sans vouloir ajouter un seul mot, dans l'entourage du président de Solidarité.

Bernard Guetta

Les protocoles des sages du Kremlin

Les difficultés entre Russes et Juifs ne datent pas de la grève de la faim de Chtcharanski ni des 40 médecins juifs malintentionnés à l'égard de Staline. Nous pouvons déceler de tels malentendus dès le début de notre siècle lorsque, selon des historiens dignes de foi, la police politique tsariste, la fameuse Okhrana a inventé et distribué sur tout le territoire de la Grande Russie les « Protocoles des Sages de Sion ».

N'oublions pas que cette époque était fortement marquée par les progrès, dont de très nombreux Juifs furent les victimes innocentes, ce qui les a incités à quitter le territoire russe vers l'Europe Centrale et les Etats-Unis. Mais ceux qui restèrent les « loyaux sujets » de sa Majesté le Tsar, ne voulurent pas être en reste et organisèrent derrière leurs chefs de file comme Zinoviev, Kamenev et Trotsky une opposition révolutionnaire communiste dont Lénine, grâce à ses mandants allemands, saura tirer parti.

Mais, n'oublions pas que la spécialité de l'Okhrana a toujours été le noyau-

tage des mouvements d'opposition. Ses agents s'activaient inlassablement aussi bien dans les bases qu'au sein des organismes dirigeants de ces mouvements, y compris et en premier lieu dans celui communiste. Après la « victoire » de la Révolution de 1917 (Octobre) les archives de l'Okhrana devinrent « secrets d'état », ... et pour cause. En effet, nombreux furent les agents éprouvés de l'Okhrana, comme Djougashvili et Vychinski qui eurent un certain impact sur les événements d'après 1917. Et, nous n'avons pas encore fini d'apprendre des choses surprenantes sur les décennies de « léninisme » sans Lénine et « communiste » sans communisme (capitalisme d'état), caractérisé par la tyrannie des Grands-Russiens, dont la seule source véritable du pouvoir fut la Tchéka de Dzerdjinski. Or, Dzerdjinski n'était ni Russe, ni communiste. Mais alors quoi?... Lorsque les protocoles des Sages du Kremlin seront plus connus, peut-être y verra-t-on plus clair?

Scrutator

COMMENT STALINE ASSASSINA L'ARMÉE POLONAISE

Janvier 1943: dans une forêt baptisée Katyn des environs de Smolensk, alors que l'armée allemande a envahi une partie de l'U.R.S.S., des cheminots polonais mettent à jour 5.000 cadavres momifiés par le gel, les mains nouées derrière le dos, une trace sanglante sur la nuque.

Incroyable? Sans doute. Mais les nazis ne se font pas faute d'exploiter cette macabre découverte. Les Soviétiques, au contraire, protestent de leur bonne foi. Katyn devient le symbole de la Pologne déchirée par la guerre, sacrifiée au nom de la raison d'Etat.

Prise en tenaille entre la Wehrmacht et l'Armée Rouge, l'armée polonaise avait dû capituler en 1939. 15.000 officiers et sous-officiers disparaissent sans que jamais le Kremlin n'accepte de donner des informations sur leur situation.

Le livre d'Alexandra Kwiatowska-Viatteau établit avec la précision d'un dossier à la fois minutieux et explosif le martyrologue de l'armée polonaise et le soin avec lequel Staline et ses alliés tentent de faire oublier ce crime de guerre. « L'heure n'est ni aux querelles ni aux accusations », lança Churchill dans l'Angleterre en guerre.

Parce que l'Histoire et son cours ne se laissent pas totalement étouffer par la raison d'Etat, Solidarité et la Pologne en deuil élèveront un monument à la gloire de Katyn. De ce martyr jamais puni ce petit livre dynamique témoigne avec une efficacité louable.



Statua della Madonna della Mentorella, Madre delle Grazie (sec. XII) - Santuario della Mentorella CAPRANICA PRENESTINA

Święta Bożego Narodzenia – Święta Miłości, Nadziei i Pokoju. Święta te w obecnym świecie i warunkach całkowicie surrealistyczne. Miłości zaznajemy mało, nadziei żyjemy coraz mniej a pokój, który uśmiercono 1-szego września 1939 roku do dziś nie zmartwychwstał.

Podobno Matka Boska przepowiedziała te specjalnie ciężkie czasy dla ludzkości już w 1917 roku, w czasie objawień fatymskich. Mówiła o rozpoczynającej się w Rosji rewolucji i klęsk jakie jej rozwój sprowadzi na świat. Mówiła też Maryja do pastuchów portugalskich o zdemoralizowaniu samego Kościoła, o upadku sił duchowych wśród kleru i biskupów. Po 65-ciu latach, objawienia z Fatimy przybrały realny kształt. Odnosi się wrażenie, że Kościół zawiódł, idąc po fali zalewającego świat materializmu.

Biskupi w Stanach Zjednoczonych potępiają plany administracji Reagana chcącego odbudować i wzmocnić obronność Zachodu. Kardynał Casaroli jedzie do Ameryki, by tym rozbrajającym wolę obrony biskupom dać swe błogosławieństwo.

Świat komunistyczny wzmacnia się, zbroi po zęby, jest w ciągłej ofensywie, pali całe wsie z ludnością w Afganistanie, finansuje światowy terror i zamyka Polskę w więzieniu – a ogromna część duchownych w Trzecim Świecie, we Francji, w Ameryce jest obiektywnym sprzymierzeńcem komunistycznych podpalaczy.

Posłannictwo z Fatimy okazuje nam całą groźbę walki zła z człowiekiem i z jego chrześcijańskimi wartościami życia, cywilizacji, kultury.

Czy w takich warunkach możemy cieszyć się patrząc na wigilijne drzewko?

Czy wobec ogromu zła możemy spożywać w spokoju naszą tradycyjną wieczerzę wigilijną?

Czy stać nas jeszcze na siłę nadziei?

Czy pokolenie to, lub następne, zazna choćby dzień szczęścia prawdziwego pokoju?

Czy możemy powstrzymać się od łez, śpiewając tę piękną, starą polską kolędę: « Podnieś rękę Boże Dziecię, błogosław krainę miłą »?

Smutne były nasze Święta Bożego Narodzenia w 1981 roku, smutne są te nadchodzące. Nie może nas pocieszyć fakt, że nie tylko Polska, ale tyle innych krajów, narodów, ludzi cierpi, jak my cierpimy i że na świecie jest coraz mniej nadziei, by jutro było lepsze od dni dzisiejszych.

Warta



« DAILY AMERICAN »

nuages sur la méditerranée

La politique méditerranéenne actuelle de la CEE ne fonctionne pas à la satisfaction des pays concernés. C'est l'avis de la communication de la Commission des C.E. au Conseil et au Parlement, établie sous la responsabilité du vice-président Lorenzo Natali. Ainsi cette politique ne fonctionne pas, et il est urgent de la réviser, de lui donner un souffle nouveau, aussi bien dans la perspective de l'élargissement de la CEE (c'est-à-dire de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal), que pour des raisons inhérentes aux relations de l'Europe avec les pays riverains, si l'on veut éviter une détérioration dont les conséquences pourraient aller très loin. Même si l'élargissement n'était pas en vue, même si les négociations avec l'Espagne et le Portugal devaient se ralentir, la Communauté devrait de toute manière réfléchir à sa politique méditerranéenne et lui donner une nouvelle ampleur, des moyens plus importants, davantage de courage et de générosité.

Une politique globale

L'exigence d'une « politique globale » dans cette région, dépassant les accords dispersés avec l'un ou l'autre des pays riverains, avait été reconnue dès les années '60, et une première ébauche avait été définie et progressivement appliquée au début des années '70. Elle était fondée sur une combinaison de mesures commerciales et de coopération économique et financière, avec un certain équilibre des concessions aux différents pays concernés, en tenant compte de leur richesse relative, de leur population et de leurs besoins. Mais les résultats escomptés n'ont pas été atteints, et la CEE n'a pas pu par cette politique contribuer valablement ni au développement économique et social ni à la stabilité politique de la zone. Le déficit commercial des pays méditerranéens à l'égard de la Communauté a augmenté au lieu de se réduire, certains conflits ont surgi, un certain malaise est apparu. Il n'est pas question de faire un procès: les causes de cette évolution insatisfaisante résident davantage dans les circonstances que dans le mauvaise volonté des parties en cause. L'évolution économique internationale a été telle, que

toutes les prévisions ont été bouleversées; une politique élaborée dans une période d'expansion et dans une situation de pénurie de main-d'œuvre en Europe, ne pouvait pas réussir dans une période de crise.

En effet:

- les exportations agricoles des pays méditerranéens vers le marché commun ont été freinées par la nécessité où s'est trouvée la CEE de sauvegarder la « préférence » pour ses productions analogues;

- leurs exportations industrielles n'ont pas pu se développer dans les proportions prévues, car la crise a obligé la CEE à se protéger justement dans les secteurs où les pays méditerranéens sont compétitifs (les textiles surtout);

- l'émigration (qui n'est pas une solution bonne en soi, mais aurait pu résoudre des difficultés à court terme) a été interrompue en raison de l'expansion du chômage parmi les pays européens eux-mêmes;

- les restrictions budgétaires ont empêché la CEE de donner à la coopération financière l'ampleur qui aurait été souhaitable.

Le mémorandum NATALI

Malheureusement, ces circonstances négatives n'ont pas disparu. Le mémorandum Natali ne cache pas que la nouvelle politique méditerranéenne implique un effort, des sacrifices, une vision politique d'ensemble. Si la Communauté se limite à regarder son intérêt à court terme et si elle recherche des avantages immédiats, elle n'appliquera jamais des solutions adéquates à l'ampleur des problèmes. Elle ne doit pas oublier que la Méditerranée représente une zone essentielle pour l'équilibre mondial, pour des raisons à la fois économiques (le pétrole qui y arrive et y transite) et stratégiques. L'Europe a dans cette zone une responsabilité particulière du moment qu'elle y est littéralement plongée par ses régions actuelles (Grèce, une grande partie de l'Italie, une partie de la France) ou futures (Espagne). Les liens économiques demeurent très forts, et s'y ajoutent des liens historiques, culturels et

autres, qui devraient exclure a priori toute hypothèse de désengagement. En évitant d'agir, la CEE pourrait, il est vrai, obtenir une certaine atténuation de la pression sur son marché pour certains produits agricoles et quelques produits industriels; mais elle perdrait des débouchés qui sont déjà très importants et le seront encore davantage à l'avenir, et surtout son absence aurait un impact politique et stratégique incalculable.

Le mémorandum Natali affirme: « La Communauté reste le débouché indispensable des exportations des pays méditerranéens, dont elle est le partenaire naturel du développement. Elle a un intérêt vital à éviter d'aggraver leurs difficultés économiques et sociales, qui pourraient favoriser la déstabilisation de la région. Elle doit donc se présenter aux pays en question comme le partenaire sur lequel ils peuvent compter, grâce à une politique commerciale et à une politique d'aide à leur développement fiable et prévisible à long terme ».

La Commission met en garde contre les deux tentations opposées qui pourraient se faire jour dans la Communauté: la première, c'est de considérer que les concessions commerciales peuvent tout arranger et qu'une intensification d'échanges résoudrait à elle seule la plupart des problèmes; la deuxième, c'est à l'inverse de considérer qu'une intensification des aides financières et de l'assistance aux investissements permettrait de se passer des concessions commerciales. En fait, les deux actions sont indispensables et complémentaires. La France, l'Italie, la Grèce et l'Espagne ne peuvent pas s'imaginer qu'il soit possible de faire une politique méditerranéenne efficace en fermant les portes aux agrumes, à l'huile d'olive, au vin, aux conserves de fruits et légumes, aux textiles, aux chaussures, des pays riverains.

Il est possible de retenir du mémorandum Natali quatre grandes orientations:

Les produits agricoles méditerranéens

Ces produits (vin, agrumes, huile d'olive, certains fruits et légumes) trouvent des débouchés nouveaux importants ailleurs que dans le bassin méditerranéen lui-même et dans la Communauté. Il est donc nécessaire d'éviter, à l'échelle de toute la région, la formation d'excédents structurels qui seraient dans une large mesure voués à la destruction (puisqu'ils sont difficilement vendables sur les marchés mondiaux et peu utilisables pour combattre la faim dans le monde). Il est donc indispensable de:

- maintenir pour les pays riverains les débouchés traditionnels dans le marché commun, en évitant que la CEE ne développe excessivement sa propre production;

- organiser une « concertation » des productions à l'échelle du bassin méditerranéen dans son ensemble, pour éviter les excédents structurels.

Le secteur industriel

La Communauté devra accepter de pratiquer dans ce secteur la libre accès pour les produits des pays méditerranéens, même dans les secteurs qui sont « sensibles » ou en crise. Le développe-



ment harmonieux des échanges n'est pensable, affirme le memorandum, que si « des possibilités réelles d'expansion de leurs exportations sont offertes aux pays partenaires dans les secteurs où ils sont capables de produire ». Et la Commission les cite: textiles, chaussures, produits agro-alimentaire (conserves de poissons, de fruits, de légumes) et dans quelques cas produits pétroliers raffinés, avec des perspectives pour la pétrochimie et la sidérurgie.

Il serait hypocrite de la part de la CEE de déclarer que ses frontières sont ouvertes aux produits industriels des pays méditerranéens, si en fait elle applique des mesures restrictives dans les secteurs cités, qui sont les seuls dans lesquels les industries naissantes de ces pays peuvent être compétitives en Europe; appliquer des franchises douanières et la liberté d'accès pour l'aéronautique, l'informatique, l'électronique, l'automobile ou d'autres secteurs où l'industrie européenne est nettement plus forte, n'aurait aucune signification économique réelle. Certaines restrictions dans le textile devront rester, du moins provisoirement, car elles sont déjà convenues; mais, dans l'ensemble, la CEE devra renoncer aux mesures restrictives.

La « coopération »

Celle-ci doit, bien entendu, couvrir la concertation déjà citée en matière de production des produits méditerranéens typiques, et une certaine concertation dans les secteurs industriels sensibles; mais elle doit impliquer aussi un effort financier considérable de la part de l'Europe. « Il faut être conscients que sans les moyens, notamment financiers, indispensables, cette coopération en laquelle nos partenaires placent tellement d'espoirs, pourrait les conduire à une complète désillusion », affirme le memorandum Natali. La CEE devra mobiliser des ressources importantes, en utilisant ses propres instruments financiers et en mobilisant des fonds sur les marchés financiers internationaux, afin de rendre possibles les restructurations nécessaires et notamment permettre aux pays méditerranéens de transformer davantage eux-mêmes leurs matières premières, réorienter en partie leurs productions agricoles.

Le secteur social

Il serait illusoire de penser que le flux migratoire des pays méditerranéens vers la CEE puisse reprendre dans un avenir

prévisible; au contraire, les prévisions indiquent que l'Europe sera encore pour plusieurs années excédentaire en main-d'oeuvre, et qu'elle ne fera plus jamais appel à des immigrations importantes. Dans ces conditions, le devoir de la CEE est d'améliorer l'intégration des ressortissants des pays méditerranéens qui résident déjà dans les pays communautaires, et de leur accorder une véritable « égalité de traitement », et en même temps de contribuer à la formation professionnelle de ceux qui devront rentrer dans leurs pays d'origine (lesquels, malgré les taux élevés de chômage, manquent gravement de main-d'oeuvre qualifiée).

Programmes méditerranéens

La réussite d'une telle politique méditerranéenne globale présuppose toutefois, un effort particulier à l'intérieur de la ses propres régions méditerranéennes, qui sont logiquement les plus exposées à la concurrence des pays riverains de la Méditerranée, en raison de la similitudine des productions agricoles et, en partie, du développement industriel. C'est pourquoi, quelques semaines avant la transmission au Conseil ministériel et au Parlement Européen du « memorandum Natali », la Commission avait précisé ses idées et ses projets concernant les « programmes méditerranéens » internes à la Communauté, en faveur de l'Italie du Sud, du Midi français et de la Grèce. Sans une action vaste et efficace en faveur de ces régions, celles-ci opposeraient inévitablement des résistances et des obstacles à la « politique globale » décrite. Et en même temps il est nécessaire que l'Espagne et partiellement le Portugal s'engagent eux aussi à accepter et respecter – lorsqu'ils entreront dans la Communauté – les orientations et les politiques indiquées.

On le voit, c'est une tâche politique et économiquement ardue, qui implique: une volonté et une disponibilité totales de la CEE actuelle, la coopération des pays candidats, et la collaboration des pays méditerranéens aussi bien avec la CEE qu'entre eux. On peut même se demander si ce n'est pas trop, si ce n'est pas un rêve de penser que la CEE puisse se lancer dans une entreprise d'une telle envergure; mais l'Europe pourrait-elle seulement songer à « perdre » la Méditerranée, sans risquer de se perdre elle-même?

E.-I.

TU I TAM

B.D.I.C

BERLIN, 22.XI. - Agent wywiadu reżymu warszawskiego zmusił pilota LOT'u do lądowania w Berlinie Zachodnim, prosząc władze amerykańskie o azyl wraz z innymi czterema osobami.

WARSZAWA, 24.XI. - Władysław Frąsnyk prezes « Solidarności » na województwo wrocławskie, skazany został na 6 lat więzienia i 4 lata pozbawienia praw obywatelskich.

PARYŻ, 24.XI. - Sowiecki pisarz Aleksander Zinoviev oskarżył KGB o porwanie jego żony i córki w Monachium.

MOSKWA, 26.XI. - Władze na Kremlu podjęły ponownie gwałtowne ataki na dysydentów, a przede wszystkim skierowane przeciwko « Komitetowi przyjaźni USA-ZSRR ».

BERLIN, 27.XI. - Leader Niemiec Wschodnich Erich Honecker w swoim przemówieniu na Komitecie Centralnym SED'u podkreślił tragiczną sytuację gospodarczą kraju po czterdziestu latach rządów komunistycznych.

TEHERAN, 29.XI. - Vladimir Andrejewicz Kuzichkin, odpowiedzialny KGB w Iranie, a który ostatnio wybrał wolność, doniósł o ścisłych powiązaniach Khomeiniego z centralą KGB w Moskwie.

LOZANNA, 29.XI. - Królowa Rumunii Elena, córka Króla Konstantyna I z Grecji i żona Króla Karola Rumuńskiego, zmarła w Szwajcarii w wieku lat 86.

SAN SALVADOR, 30.XI. - Papież Jan Paweł II - według oświadczeń miejscowego biskupa - uda się z wizytą do San Salvadoru w najbliższym lutym albo marcu.

ATENY, 30.XI. - Pogłębił się kryzys pomiędzy Turcją a Grecją. Turcja zażądała ograniczenia wód terytorialnych do 6 mil na Morzu Egejskim.

PARYŻ, 2.XII. - Algierski Ben Bella wyszedł we Francji miesięcznikiem « El Badil » - jak donoszą - finansowanym przez Libię.

WASZYNGTON, 2.XII. - Senator Edward Kennedy podał do wiadomości, że nie będzie kandydował na prezydenta Stanów Zjednoczonych w wyborach roku 1984.

L' O. N. U. per gli anziani

Constatato che l'Anno Internazionale del Fanciullo, 1979, e quello dell'Handicappato (1981) hanno visto tante conferenze e tavole rotonde, ma nessuna concreta provvidenza legislativa di sicurezza sociale e di correzione dell'utilizzo delle risorse economiche mondiali, l'ONU ha rinunciato ad una ufficiale proclamazione internazionale dell'anno dedicato a particolari categorie di cittadini per indire un'assemblea annuale che coinvolga i governanti

di tutto il mondo allo scopo di impegnarli concretamente.

Così il 26 luglio 1983 si aprirà a Vienna la prima di queste grandi assisi in cui si tratterà dei problemi degli Anziani. In via preliminare è stata convocata una riunione preliminare dei maggiori esperti mondiali per raccogliere le opportune informazioni dalle quali sono stati individuati i temi specifici da presentare sotto forma di risoluzioni finali a Vienna in forma organica ed esauriente: definizione dell'anziano;

invecchiamento e bisogni; risorse individuali ed autonomia sociale; distribuzione del tempo nei ruoli della Società; educazione integrata e permanente; adattamento dei mezzi di vita alla realtà odierna dell'anziano; servizi sanitari e sociali; soluzione integrata socio-patologica per la vita unica di tutte le generazioni; fondamentale ruolo attivo dell'anziano nella società.

In Italia il Ministero del Lavoro ha preso l'iniziativa di convocare 84 esperti del settore anziani ai quali sono state date le indicazioni per un lavoro organico, compresa l'analisi dei vari servizi che si realizzano nel nostro Paese.

Polityka i konfesjonat

Redaktor Karol Kleszczyński pisząc o polityce (wrześniowy numer «Polski w Europie» – «Dwa oblicza polityki»), wykazuje się zbyt daleko idącym idealizmem, by jego szlachetny głos nie mógł nie pozostać głosem wołającego na puszczy. Tekst mój nie jest zatem polemiką z jego opiniami lecz próbą wykazania dlaczego jest tak a nie inaczej: dlaczego szlachetne intencje i chęci bycia moralnym nie mają na gruncie polityki żadnego – czy też większego, niestety – znaczenia.

Polityka nie jest i być nie może płaszczyzną walki konfliktów moralnych, ponieważ jest wyłącznie narzędziem zdobycia i utrzymania władzy. Myślę tu rzecz jasna o polityce jako takiej, w tradycyjnym znaczeniu i rozumieniu: dzisiaj przybrała ona charakter polityki globalnej. Bywają co prawda okresy i zdarzenia wynoszące moralność na wyżyny cnoty w polityce, lecz trafia tam ona przypadkowo i na grunt obcy. Dzieje się tak tylko wówczas, gdy świat doznaje zbyt wielkiego wstrząsu moralnego, zbyt dotkliwego załamania psychicznego i gdy skrucza władców umożliwia światu zapomnienie – choć na chwilę – o swej żarłoczności. Nie gości jednak faworyzowana zbyt długo. Nowe zadania i nowe cele zmieniają te słabe akcenty na korzyść tradycyjnych akuserek każdej wojny – wiarołomstwa, cynizmu i kłamstwa. Głównych cech każdej polityki.

Każda wojna przypomina swymi grobami o okropnościach które niesie, niestety krótko. Możemy przysięgać, że już nigdy polityka nie zawiedzie nas do zguby. Na próżno. Patrząc z perspektywy historycznej polityka jest tym obszarem ludzkiej aktywności, która ma za zadanie albo przygotować podłoże pod nowy konflikt zbrojny, albo pragnie jego wybuchowi zapobiec. W pierwszym przypadku – w myśl Clausewitza – wojna stanie się tylko jej przedłużeniem. W drugim do wojny nie dochodzi nie dlatego, że polityka przybrała minę pokojową, tylko dlatego, że wojna nie jest jej lub być jeszcze nie może skutecznym sojusznikiem, nie może stać się tym narzędziem w myśl definicji Clausewitza.

Pierwszy wysiłek – w stronę wojny, zawsze jest podejmowany z myślą o sukcesie, z myślą o zwycięstwie. Nie zdarzyło się by polityka szykowała swój naród do klęski, do przegranej. Zawsze wiedzie na bój z myślą o wawrzynach. Oczywiście oprócz zwycięzców są i pokonani: polityki fakt ten jednak w niczym nie krępuje. Ze swej strony robi wszystko by wawrzyny przypadły właściwej stronie, nie tylko silniejszej ale i sprawniejszej swą polityką. Dlatego rzeczą polityki jest zręczne fałszowanie rzeczywistości, jej prawdziwych zamiarów i szukanie uzasadnień dla swych agresywnych celów. Zadanie to rozkłada się w czasie. Mówimy o nim, że jest czasem pokoju.

Nietrudno zauważyć, że ta właściwość polityki jest szczególnie widoczna w postępowaniu państw silnych, dzisiaj przede wszystkim mocarstw globalnych a wczoraj – potęg lokalnych czy państw połączonych kolejnym, trwałym, świętym alianssem. Tak, państwa silne nie mogą nie być agresywne (choć mogą i posługują się ideologią pokoju, słownictwem braterstwa i przyjaźni), bowiem sam ich potencjał którym dysponują (osiągali go by służyć pokojowi...), i który czyni je silnymi, zatem agresywnymi – wymusza na nich wyjątkową nieustrasłość, światowe zamiary i naznacza ich politykę nieuchronnym piętnem amoralności. Ich polityka służy nie tylko osiągnięciu celów strategicznych, globalnych – nie gardzą, niejako po drodze także i sukcesami mniejszymi, narzucaniem własnego zdania innym, słabszym, likwidowaniem lokalnych źródeł oporu i usuwaniem przeszkód spoza bezpośredniego pola ich zainteresowań, lecz potencjalnie ważnych w przyszłości. Nigdy jednak nie zarzucają głównego celu: zdobycia władzy wszędzie tam gdzie jest to możliwe a nawet tam gdzie wydaje się to wykluczone. Nierzadko wydaje się, że jest to zadanie niewykonalne. Od czegoż jednak... polityka? I od czegoż wojna?!

Na przeciwnym biegunie znajdują się państwa i narody, które nie miały, nie mają i mieć nie będą potencjału uprawniającego je do zabierania głosu w skali światowej. Należy do nich niewątpliwie i Polska. Nie wystarczy tu jednak powiedzieć, że znajdujemy się w gronie państw słabszych przeto godzi nam się żądać od innych zachowania moralnego w stosunku do nas i naszych interesów. Nie wystarczy wykazać, że ustępowanie dyktatom silniejszych jest ustępowaniem wymuszonym. W polityce liczą się tylko własne interesy. Kto nie jest w stanie prowadzić własnej polityki nie może liczyć na zrozumienie i uwzględnienie własnych interesów. Zaliczamy się do tej właśnie kategorii – słabych.

Trudno oczekiwać by jakiegokolwiek państwo – mam na myśli rzecz jasna głównie silne, lecz uwaga ta odnosi się również i

do równych Polsce, np. Konga czy Boliwii – prowadziło politykę wygodną dla innych. Egoizm polityczny jest oczywisty i nie wolno nam się łudzić, że ktokolwiek wykaże się tu szlachetnością mając na uwadze wyłączny interes Polaków. Suma lokalnych, politycznych egoizmów, suma egoizmów światowych prowadzi do wypracowania pewnego status quo: z reguły przybiera ono postać kompromisów, raz zapisanych w traktatach i umowach, innym – bez tych formalności (choć polityka lubi je i pływa w ceremoniale). Gdy kompromisu nie daje się wypracować lub osiągnąć, wówczas można się uciec albo do budowania sojuszków zapewniających umiędzynarodowienie egoistycznego, własnego, silniejszego interesu, albo dochodzi do wojny. Żyjemy w okresie, gdzie w skali globalnej doszło do umiędzynarodowienia pewnych sum politycznych egoizmów i ciągłego naruszania mniejszych, lokalnych lub z pogranicza wielkich lecz w danej chwili mało-ważnych. Bomba atomowa uniemożliwia jak dotąd konflikt globalny, zezwalając na walki w zaściankach na skraj sprzecznych interesów. Dochodzi do nich ponieważ określenie: interes globalny jest rozumiany inaczej w wielu sytuacjach, na które polityka światowa posiada zmienny wpływ. Dla Polaków nadrzędnym interesem Rosjan jest zdobycie świata i zaprowadzenie komunizmu, są o tym przekonani ponad wszystko. Interes amerykańskiego globalizmu jest w tej sytuacji opozycyjny wobec rosyjskich ciągów dominacyjnych, i w sumie dla Polaków szansą czy nadzieją na lepsze jutro. Inaczej do amerykanizmu odnoszą się zachodni Europejczycy, socjetyzm zaś jest być może groźny, ale rozpatrywany w tych samych kategoriach co powiew za Atlantyku. Brak jednoznaczności w ocenie światowych niebezpieczeństw prowadzi na skraj granic ich sprzeczności do lokalnych konfliktów: Wietnam, Kambodża, Liban, Salwador. Afganistan jest przykładem spoza tego układu – jest przykładem krwawej dominacji silniejszego nad swym biednym sąsiadem i bardziej przypomina czas Polski powojennej niż chwile bieżące: przy całych swych różnicach Afganistan jest kolejnym etapem «rewolucji», krwawej ale przecież w myśl doktryny – rewolucji, która sprowadzi na tę krainę wieczną szczęśliwość. Jak do Polski. Także Liban,

DO DNA BANKRUCTWA



Rys. z „Głosu Pomorza”, nr 174

Izrael i Palestyńczycy znajdują się na krawędzi tej granicy, mowa oczywiście o światowej sprzeczności interesów. Obok walki o dominację globalną, między USA i ZSRR, wiele do powiedzenia we własnym, lokalnym interesie ma tam Izrael, sojusznik Ameryki nie ze względu na proizraelskie lobby bynajmniej: Izrael byłby sojusznikiem ZSRR gdyby ten dysponował amerykańską bronią, trudno byłoby mu jednak obronić się przed światem arabskim, odmawiającym mu prawa do istnienia, przeto względu techniczne czy też technologiczne uniemożliwiają Związkowi Radzieckiemu odgrywanie dominującej roli na Bliskim Wschodzie w tym niewygasającym konflikcie biednych narodów. Polityka jest tu przedłużeniem działa szybkostrzelnego: jest bardziej skuteczna wówczas gdy wzmacnia ją dobra broń amerykańska.

Wróćmy do bomby atomowej. Już sam fakt jej pojawienia się – zdolnej zniweczyć ziemskie dzieło Boga – jest przerażający i amoralny. Polityka, która wykorzystuje ten szantaż nie może być lepsza. Ratujemy się tylko świadomością, że użycie jej obróciłoby świat w pierzynę naprawdę. Lecz ta kategoryzacja i ta legitymacja moralna jest tylko udziałem małych i biednych. Cóż decyduje o postawie silnych? Sądzę, że tylko przekonanie – uzasadnione jak sądzę – iż w wyniku obopólnej atomowej zamieci – być może wygranej, być może przegranej – na placu boju pozostaliby inni. Mówiąc otwarciej – zmieniliby się Kreml, odmienił i Biały Dom. Ci, którzy wojnę by zainaugurowali nie byłiby obecni na jej zamknięciu. Skutki nowej wojny w pierwszym rzędzie zniszczyłyby władców dzisiejszych: ich ideologie i ich władcze zapleczka. Zmieniłyby struktury społeczne państw, władze i na pewno doprowadziłyby do likwidacji rządów obecnych ekip. Nikt nie zaczyna wojny by ją w tak dosłownym sensie przegrać. Nikt nie rusza na wojnę by nie mieć gdzie powrócić. Jest to w dzisiejszym wymiarze kwestia jednego procentu. Jeden procent braku pewności (dzisiaj szanse są równe 50 : 50, wystarczą 51 : 49) zapewnia nam pokój, i tylko obawa przed ewentualnością pomyłki w obliczeniach powstrzymuje właścicieli guzików atomowych przed ich naciśnięciem. Nie żaden imperatyw moralny, czy nie daj Boże strach przed Bogiem, nie współzucie i obawa przyszłej ludzkiej zemsty, nie tragedia milionów ludzi – te jak zawsze nie mają znaczenia. Powstrzymuje ich cynizm i egoizm. Oto jest bowiem prawdziwa władza: móc i zniszczyć i tego nie robić. Prowadzić politykę wiodącą ku przepaści i jeszcze się wstrzymywać przed atomowym fajerwerkiem. To im zapewnia nie tylko poczucie ogromnej, zresztą rzeczywistej władzy, to im zapewnia po prostu władzę. Że tak jest w istocie nie mam najmniejszych wątpliwości. Wszędzie – i w Waszyngtonie, i w Moskwie, i w Pekinie i wszędzie indziej gdzie mają te bomby – wiedzą, że mogą nas wszystkich zniszczyć: moralnych i niemoralnych, białych i czarnych, wierzących i bolszewików, wiedzą o tym i tego nie czynią. Nie czynią, ponieważ ich doradcy i ich komputery nie odpowiedziały jeszcze na najważniejsze pytanie – co potem? Co potem – nie dla nas. Dla nich. Dla nas – wiadomo, dla nich – nie. Pytanie co potem implikuje następne: kto potem? Zresztą – oba byłyby nie istotne i mniej znaczące gdyby komputery powiedziały wcześniej jedno magiczne słowo: TERAZ. Teraz możemy zaatakować ponieważ mamy ten jeden, jedyny procent przewagi. Jeden procent pewności, że nasze rakiety będą szybsze.

W tej sytuacji nie możemy odwoływać się do ich szlachetności, do ich moralności. Ich moralnością, ich szlachetnością jest jeden procent. My musimy zrobić wszystko by już tak zostało.

Nas – Polaków, moralność (kojarzona tu z zasadami czystej i uczciwej gry politycznej) dotyczy szczególnie. Wymęczeni ponad miarę żądamy uczciwości od innych. Nigdy dla nich – mówiąc o innych mamy na myśli zawsze tych wielkich, silnych, małe narody nas nie interesują – nie byliśmy przedmiotem lub podmiotem zachowań moralnych. Nigdy. Musimy zdać sobie z tego sprawę. Bywało, że liczyliśmy się taktycznie – i wówczas na nasze apele odwoływali się do bliskich naszym sercom haseł. Lecz tylko haseł. Praktycznie zaś – to my wyciągaliśmy nasze gorące kasztany z ich płonących ognisk. Wiele razy było odwrotnie – ogniska były nasze, kasztany ich. My się zresztą świetnie do tego nadajemy. Ktoś brał ziemie, nasze bogactwa, naszych ludzi, zagarniał prawa do naszej przyszłości – my pozostawaliśmy w kręgu głuchych, niepraktycznych nawoływań i wezwań o moralność. Odwoływaliśmy się do Historii, Boga, Przyszłości. Na to nam pozwalano, bo nikogo poza nami akurat nie interesowało. Taki jest po prostu los narodów skazanych na wielką wyobraźnię i brak wolności. Mamy jedną i nie doświadczaliśmy ani nie doświadczamy drugiej. Czy powinniśmy się zatem zmienić, wyrzucić na śmietnik modlitwy do Boga i wiarę w sprawiedliwość?

Nie wiem doprawdy jak odpowiedzieć, by prawda była blisko. Zmienić się musimy, od Boga odchodzić nie warto, wszystko się traci niczego nie zyskując wzajemian. Świat jest niewątpliwie moralny, moralny na swój sposób. Moralny bardzo praktycznie, czego akurat nam bardzo brakuje. Żadne morderstwo nie powstrzymuje przed uszczknięciem choćby kilometra cudzej ziemi. Wiarofomstwo nie bywa wyrzucane do lamusa tylko dlatego,

że prosi o to papież. Ból jest nadal świadkiem wszystkich ludzkich tragedii a politycy są tak moralni jak silni są generałowie, którzy za nimi stoją. Powinniśmy z tego wyciągnąć wnioski. Bynajmniej nie mordować, lecz nie klękać tam przynajmniej gdzie można rozmawiać stojąc. Nie stać nas na uprawianie polityki globalnej, kontynentalnej – czy nawet lokalnej. Nie znaczy to, że musimy pozostać politycznymi analfabetami. Naszą moralność musimy wykorzystywać w walce o dobro nie zaś zużywać ją tam gdzie jest zbędna, gdzie jest naprawdę zbędna – pod karabinową lufą. Moralnym trzeba być w życiu. Moralnym trzeba być przy pisaniu politycznych traktatów o politycznej moralności. Moralnym trzeba być na mityngach i w gratulacyjnych deszczach. Moralnym trzeba być w hasłach i odezwach. I tak jest, tak się dzieje. Są jeszcze rządy które odwołują się do szczytnych haseł wolności, swobody, praw jednostki. Niewiele z nich na płaszczyźnie międzynarodowej wynika. Oprócz wielu złudzeń, bólu i cierpień, przede wszystkim tych ludzi, którzy gotowi są jeszcze coś zrobić w ich imię. Ci ludzie też są potrzebni, inaczej politycy nie mieliby być wobec kogo «moralni». Tyle razy byliśmy tak potrzebni, czas na innych. W polityce moralne są tylko ofiary. Akurat one liczą się najmniej. I my to powinniśmy wiedzieć, nie kto inny – tylko my. Czas zacząć politykę uprawiać a nie być wyłączanie jej ofiarami. Lepiej być trochę mniej czystym i żywym niż moralnym i martwym. Musi się liczyć skutek, musi.

Wojna 1939 roku, która zniszczyła naszą niezależność, naszą niepodległość jest w pamięci Polaków szczególnie amoralna. Najazd hitlerowski i agresja wschodniego sąsiada: nie nasze interesy tu się liczyły, to oczywiście. Ale zapytajmy – co uczyniono wcześniej, co uczyniła polska przedwojenna polityka zagraniczna byśmy znów nie padli łupem wzdłuż moralności innym zostawiając naszą wolność i ziemię? Nikt nie mógł przewidzieć tego co się stało? Sądzę, że obowiązkiem dobrego polityka było przewidzieć najgorsze. Najgorszym byłaby ewakuacja polskich władz do Moskwy. Nikt tego nie uczynił. Byliśmy zbyt moralni. Wierzyliśmy pewnym układom, my wierzymy wszystkim układom, lecz tylko my. Posługiwaliśmy się złymi narzędziami. Widocznie nie nadajemy się do uprawiania polityki skoro cały czas chodzimy w białych rękawiczkach. Potrzebne są dyplomatom tylko na przyjęciach, a my ich w ogóle nie zdejmowaliśmy. Dlaczego nigdy Polska nie zerwała jakiegos niewygodnego paktu? Że niemoralne? A agresje wobec nas? Myśmy nawet byli tak moralni, że ziemie wschodnie oddaliśmy bez walki. Jaki z tego wniosek? Nie żądamy ciągle od świata by przedkładał nasze interesy nad własne. Dlaczego Hitler nie podzielił się z Rosją Czechosłowacją? Przecież Stalinowi na pewno spodobałaby się Słowacja. Czy polska polityka zagraniczna nie mogła przewidzieć, że jesteśmy zbyt ponętym łupem by Hitler i Stalin zostawili nas w spokoju? Czechosłowacja też przestała istnieć, a jednak Rosjan tam zabrakło. Stawili się jednak na granicy polskiej we wrześniu 1939 roku. Czyżby byli mniej moralni niż przy ćwiartkowaniu Czechów?

Polityka nigdy nie miała i mieć nie będzie własnych spowiedników. Nikt jej do konfesjonatu nie przywiedzie. Polityka jest przedpolem każdej bitwy, każdej wojny, która wbrew Leninowi nigdy nie jest sprawiedliwa, niesie śmierć i cierpienia, demoralizuje. Skoro tak, trudno oczekiwać i wymagać by polityka, która do tego wiedzie była lepsza, inna. Jest inna, lecz akurat w odmiennym znaczeniu: jest bardziej amoralna i bardziej wiarołomna niż wojna. Wojna oczyszcza tylko to brudne przedpole krwią niewinnych. Zmywa krwią traktaty, okrągłe słowa, nędzę układów. Wyplukuje z okopów pianę kłamstw i gabinetowych zdrad. Oczyszcza. Morduje.

Dziwnym trafem politycy w wojnach nie giną. Nie mogą, czekają na koniec zmagają by przygotować następną. Ani mniej ani bardziej amoralną od swych poprzedniczek. I robią to polityką, od której redaktor Kleszczyński oczekuje, że pójdzie do klasztoru. Któż ją tam zaprowadzi?

Marek Bratt



Armia towarzysza Andropowa

W PAMIĘTNYCH dniach października 1956 roku, w zasnutym jesienną mgłą i przeszywanym wystrzałami Budapeszcie – doszło do spotkania, które nie pozostało bez następstw dla losów Węgier. Ambasador sowiecki, rosty i potężnie zbudowany mężczyzna o spokojnym, prawie flegmatycznym spojrzeniu zza okularów, doradzał przedstawicielom rządu węgierskiego by wysłali delegację do głównej kwatery wojsk sowieckich, dla omówienia warunków wycofania czołgów z ulic Budapesztu. Delegacja ta nigdy nie wróciła. Resztę rządu węgierskiego aresztowało KGB w czasie posiedzenia parlamentu w ogarniętej walkami stolicy.

Aresztowania przeprowadził ówczesny szef KGB, generał zawsze występujący w cywilnym ubraniu i na miękkich podszewkach. Generałem tym był ponurej sławy Iwan Sierow. Ambasadorem, który wraz z nim nastawił pułapkę na przedstawicieli rządu węgierskiego był mało wówczas znany Jurij Andropow. Jedenaście lat później Andropow objął stanowisko zajmowane wtedy przez Sierowa. Został władcą KGB, najpotężniejszej i największej organizacji policyjno-szpiewowskiej w świecie, którą kierowali przed nim między innymi: Dzierżyński, Jagoda, Jeżow i Beria...

Andropow, wraz z ministrem spraw wewnętrznych Szczerbokowem należy do nielicznych najbliższych przyjaciół osobistych Breżniewa. Trójka ta mieszka w tym samym domu przy nowoczesnym prospekcie Kutuzowa w Moskwie. O pierwszym sekretarzu KC KPZR i jego dwóch naczelnych policjantach mówi się w stolicy sowieckiej, że są « jedną duszą ».

300.000 agentów liczy dowodzona przez Andropowa armia szpicłów, działająca w samych tylko granicach ZSRR. Ponadto kilkadziesiąt tysięcy agentów działa w najbardziej uprzemysłowionych i ważnych strategicznie krajach Zachodu. Na 16.000 ocenia się ich liczbę w NRF. Kierująca tą olbrzymią siecią centrala we wschodnioberlińskiej dzielnicy Karlhorst nadaje krótko-falówką taką ilość sygnałów szyfrem, że aż trzeszczy w aparatach szperających po eterze amatorów. Na Zachodzie ma przebywać nie mniej niż trzy i pół tysiące samych tylko oficerów KGB.

Wyspa dokonana przez jednego z nich – kapitana Olego Ljalina, przyczyniła się w jakimś stopniu do głośnego ostatnio wydalenia 20% personelu rozmaitych placówek sowieckich w Wielkiej Brytanii. Po wyspie w Anglii nastąpiła wyspa w Belgii. Wywiady zachodnie wiedzą dobrze, że co najmniej połowa przedstawicieli dyplomatycznych i handlowych ZSRR zagranicą to zawodowi funkcjonariusze KGB. Żeby sprostać równocześnie zadaniom dyplomatycznym i wywiadowczym, personel ambasad i konsulatów sowieckich jest monstrualnie rozbudowany. Przeszło 200 osób pracuje na przykład w ambasadzie sowieckiej w Waszyngtonie, która odznacza się tym jeszcze, że ma na dachu tyle anten, co żaden inny budynek w stolicy Stanów Zjednoczonych.

Agenci KGB mają na swoim koncie różne wyczyny, nie wyłączając niekiedy mokrej roboty (istnieje nawet specjalna sekcja

pod tą właśnie nazwą) – zajmują się jednak przede wszystkim szarą żmudną pracą zbierania informacji nieraz mało znaczących, które w moskiewskiej centrali będą segregowane i układane jak drobne kamyczki w mozaice, pozwalającej nieraz odtworzyć jakiś projekt zbrojenio- wy lub przemysłowy, potwierdzić lub odrzucić jakąś pogłoskę zza kulis politycznych.

W zapożyczonym ze słownika bandyckiego określeniu « mokra robota » mieści się wszakże wiele z ponurej historii i tradycji sowieckiej terroru od czerezwyczajki poprzez jej późniejsze wcielenia po dzisiejsze, « nowoczesne » KGB. Nikt nie zdofa obliczyć ofiar terroru wewnętrz- nego w ZSRR; a także liczba morderstw popełnionych poza jego granicami przez agentów sowieckich nie wyczerpuje się bynajmniej na tak dobrze znanych nazwiskach jak Leon Trocki, zamordowany bestialsko w czasie wojny w Meksyku; bojownik i wódz Ukrainy niepodległej Semen Petlura, zastrzelony w Paryżu 25 maja 1926 roku; generałowie rosyjscy Kutiepow i Ewgenij Miller « zlikwidowani » w latach trzydziestych; czy, także Ukrainiec, płk Euheni Konowalec zamordowany 23 maja 1938 roku.

Do jaskrawych przykładów mokrej roboty na wielką skalę wykonanej przez KGB po drugiej wojnie światowej należy do dziś niezapomniany przez Pekin epizod z 36 naukowcami chińskimi, specjalistami od fizyki atomowej, którym po stażu w Moskwie nie dane było powrócić do kraju. Odbyło się to tak; w 1963 roku Chińczycy odwołali swoich naukowców z ZSRR. Rosjanie próbowali ich zatrzymać za wszelką cenę. Wobec stanowczych nalegań Pekinu, Moskwa zgodziła się wreszcie na wypuszczenie uczonych chińskich, stawiając jednak warunek, że odlecą samolotem sowieckim. Samolot ten rozbił się w zagadkowych okolicznościach w Mongolii. Nie ocalał ani jeden pasażer.

Inny przykład mokrej roboty specjalistów KGB: zamordowanie pod koniec lat pięćdziesiątych dwóch nacjonalistycznych przywódców ukraińskich w Monachium – jednym z nich był Stefan Bandera – przez agenta posługującego się specjalnie skonstruowanym dla takich akcji pistoletem gazowym. Agent ten zgłosił się potem do władz zachodnich i ujawnił w szczegółach zarówno metody swoich mocodawców jak i sposób w jaki został zwerbowany.

W jego wypadku werbunku dokonano za pomocą typowej raczej w postępowaniu z cudzoziemcami metody szantażu. Normalnie jednak młody narybek KGB do pracy zagranicą – rekrutuje się w ZSRR przy pomocy nęcących obietnic co do możliwości podróży, nabycia samochodu, ułatwień w zrobieniu kariery po powrocie do kraju.

Ten sposób rekrutacji wytworzył w ostatnich latach nowy typ agenta sowieckiego, którego najdoskonalszym może wcieleniem był wspomniany już ktp. Ljalin, którego wyspa w Londynie spowodowała nawet posiedzenie partyjno-rządowe na czele z Breżniewem. Sprawa była tak pilna, że towarzysz pierwszy sekretarz nie miał nawet czasu otrzeptać kurzu po dopiero co zakończonej wizycie w Jugosławii.

Ljalin, typowy agent luksusowy nowego rodzaju, obrał sobie za teren działalności wykwinne lokale londyńskie w rodzaju znanych tamtejszym światowcom restauracji « Old Vienna » albo « Villa dei Cesari ». Rozdający, z kasy KGB, sute napitki i obracający się w najlepszym towarzystwie, Ljalin z pewnością spełniał dla swojej centrali rolę pożyteczną, dopóki nie wpadł głupio na wypadku samochodowym po pijanemu. Ponieważ groźba mu kompromitacja zapowiadała odwołanie do ukochanej ojczyzny, wolał zgłosić się do władz angielskich i wszystko zasypać. Jego atrakcyjna i również na szerokiej stopie żyjąca przyjaciółka, Irina Tepliakowa, także nie widziała dla siebie lepszego wyjścia niż « przeskokć na drugą stronę ».

Wśród ujawnionych przez Ljalina tajnych dokumentów był między innymi wiele mówiący o sowieckich zamiarach wobec zachodniej Europy plan na szeroką skalę zakrojonego sabotażu w Wielkiej Brytanii. Dotychczas niewiele ujawniono, jeśli chodzi o szczegóły. Jednakże samo istnienie takiego planu potwierdza prawdopodobieństwo rewelacji zawartych w zeznaniach byłego generała czechosłowackiego Szejny, któremu bliska współpraca na wysokim szczeblu z KGB, pozwoliła zapoznać się z kilkoma podobnymi planami na różne kraje Europy Zachodniej. Zawierać one miały szczegółowe harmonogramy nie tylko akcji sabotażowych, lecz także kolejnych faz ewentualnej okupacji poszczególnych krajów. Wszystko tam było przewidziane, włącznie z już wydrukowanymi kartkami żywnościowymi, które miały być wydane okupowanej ludności przez władze sowieckie.

Centrala KGB mieści się na górnych piętrach aż za dobrze znanego mieszkańcom Moskwy i nie tylko im – budynku Łubianki przy placu Dzierżyńskiego, na którym wznosi się gigantyczny pomnik krwawego Feliksa – jednej z najnieczymniejszych postaci wydanych niestety przez nasz naród.

Osobliwością ustroju zwanego « socjalistycznym » jest fakt, że o Feliksie Dzierżyńskim muszą się uczyć dzieci w szkole jako o bohaterze. Kult twórcy czerezwyczajki – poprzedniczki dzisiejszej KGB – mógł się zakorzenić tylko w najbardziej policyjnym ustroju świata, który bez szpiegów i policjantów obyc się nie umie.

Tadeusz Mielezko
« Na Antenie » XII-1971

**KAŻDY CZŁOWIEK MA
PRAWO DO ŻYCIA,
WOLNOŚCI I
BEZPIECZEŃSTWA
OSOBISTEGO**

AFGHANISTAN: REFUGEES

AFGHAN REFUGEES IN PAKISTAN NOW CONSTITUTE THE LARGEST SINGLE CONCENTRATION OF REFUGEES ANYWHERE IN THE WORLD.

B.D.I.C

Since the Soviet invasion of Afghanistan in December 1979 fighting has continued in every province of the country, as well as in the capital, Kabul. This clearly demonstrates the resolve of the people to resist the destruction of their Muslim traditions and way of life and to exercise their right to self-determination. Action by Soviet and Afghan forces against this resistance, including the indiscriminate destruction of villages, has forced several million Afghans to leave their native country.

The exodus of large numbers of Afghans began immediately after the 1978 Revolution in which Nur Muhammad Taraki seized power and embarked on a programme of Soviet-style reforms. Between April 1978 and September 1979 nearly 193,000 Afghans fled to Pakistan (according to the UN High Commission for Refugees - UNHCR). With the seizure of power by Hafizullah Amin in September 1979, the flow of refugees increased and by the end of 1979 a total of more than 402,000 had crossed into Pakistan.

After the Soviet invasion of December 1979 and Babrak Karmal's assumption of power, the movement of Afghan refugees into Pakistan and, to a lesser extent, Iran, grew to a flood. The total registered in Pakistan's North-West Frontier Province (NWFP) and Baluchistan on 31 March 1981 had reached 1,851,714. By 31 May 1981, it was 2,083,688.

A programme of re-registration was subsequently conducted by the Pakistan Government so as to give a more accurate picture and eliminate accusations either of double-counting or of omission. Government sources provided the following figures in February 1982:

- 1,367,809 in the NWFP;
- 796,210 in the Federally-Administered Tribal Areas (FATA);
- 505,143 in Baluchistan; and
- 25,735 in other areas making a total of 2,694,897.

Pakistan's President and Foreign Minister have recently put the total in Pakistan at around 3 million.

The number of Afghan refugees in Iran (including those who had previously been working there and now refuse to return home) also runs into hundreds of thousands and, according to Iranian estimates, is as high as 1.5 million. Some from Iran and elsewhere have moved on to India, Turkey, the Federal Republic of Germany and the United States. This would suggest that against an official Afghan estimate in 1978 of a total population of 15.5 million, a fifth or more have fled since 1978.

to undergo military training before being sent on to other countries - «including South America» - to fight the «toiling people» and «carry out the wishes of the CIA»; other reports have stressed the «pitiful» lives the refugees are said to be leading.

Amnesties, declared in June 1981 and August 1982 in an attempt to bring back the refugees, seem to have been largely ineffectual. Great publicity has been given to those who do return. For example, 38 families from the Nawa district of Ghazni Province were reported on 6 October to have returned and to have been greeted by reception committees which included party and government officials and «troops of the border force».

UN General Assembly Resolution 34-36 of November 1981 reiterated earlier demands for the withdrawal of all foreign troops from Afghanistan and the creation of a climate in which the refugees could return to their country «in safety and honour». It is clear that a withdrawal of Soviet troops in an essential condition for a return of refugees.

Relief efforts

The main burden of supporting the Afghan refugees falls on the UNHCR, backed by the World Food Programme (WFP), and the Pakistan Government - the cost (about \$560 million in 1982-83) being shared almost equally between the two. The refugees have caused relatively few social problems in the areas of Pakistan in which they live, mainly they and the people of Pakistan share common traditions, life-styles, customs and above all a common religion. In the words of President Zia, Pakistan ungrudgingly accepts as an «Islamic duty» what would otherwise amount to a crippling economic burden.

The many voluntary agencies which are also giving important help include: the League of Red Cross Societies/Pakistan Red Crescent Society, the Saudi Red Crescent Society, the International Rescue Committee, the Save the Children Fund (UK), Interaid Committee, Pakistan Medico-International, SERVE, Union Aid and Care (Pakistan). However, their contributions are not included in the estimated \$560 million needed for the 1982-83 relief programme.

The first priority has been to give the refugees food, shelter, bedding and clothing. The next stage is to provide a basic infrastructure to the 200 or so «Refugee Tent Villages».

The UNHCR/WFP's planned expenditure of just over \$219 million in 1982 is geared to a refugee population of 2.1 million who-

se need is total. Another 100,000 are given food aid alone, while the rest are deemed self-sufficient. About \$148 million has been allocated for basic food, to be administered through the World Food Programme. As most of the refugees' shelter and bedding needs had already been taken care of in 1981, a smaller sum is being spent on them in 1982. But the amounts needed for clothing are still substantial: \$ 8.5 million in 1981; \$ 5.6 million in 1982; and an estimated \$9 million in 1983.

Better storage facilities, health care, sanitation and an adequate water supply are other essential features of the relief programme. Between \$6 and \$7 million were spent in 1981 and 1982 on health care, special attention being given to preventive medicine. Improvement of the water supply has been crucial in the arid areas of the NWFP and Baluchistan where most of the refugees are living. Water has been provided by digging wells and by the use of storage tanks and water tankers where necessary. Some \$4 million was allocated for these tasks in 1982, and \$2.9 million in 1983 - enough water being provided, it is hoped, for refugees to engage in small-scale vegetable production. Some 3 million cattle were brought into Pakistan by the refugees, and they have severely overstretched existing resources. Under the relief programme, some land is being flooded this year and next so as to restore the pasture and the water-level. More woodlands are being planted to repair the damage caused by the need for wood for cooking, and in an effort to protect the remaining woodland, each family is being supplied with four gallons of kerosene a month for cooking and heating (more under the expanded programme for 1983).

The UNHCR programme recognises the trend towards the camps becoming more permanent and includes projects aimed at equipping the refugees with basic education and some income-generating skills - eg carpet-weaving and wood-working. Some 250 schools have been established in the NWFP, with 757 teachers, of whom 520 are Afghans. Over \$3 million has been earmarked for education in 1983.

Up to now the Pakistan Government, with international help, has been able to cope with the severe economic and social burden of this huge concentration of refugees. But for the future, the best solution is that conditions should be created in which the refugees are able to return to their own country voluntarily and in safety.

M. T. M.

Regime's reaction

The Afghan regime at first ignored the refugee problem, then asserted that most of those leaving were nomads who traditionally came and went across the frontier. Politburo member Dr Anahita Ratebzad claimed: «We do not have any problem of refugees». But efforts have been stepped up to deter people from leaving: for example, **Kabul Radio** on 17 June 1982 claimed that the refugees were obliged

PROSIMY O NADSYŁANIE WIADOMOŚCI O DZIAŁALNOŚCI ORGANIZACJI POLSKICH ZAGRANICĄ ALBO ORGANIZACJI POLSKO-WŁOSKICH, POLSKO-FRANCUSKICH, POLSKO-NIEMIECKICH itd.

POLACY W ŚWIECIE

REFLEKSJE PO ZJEŹDZIE PPS

W początkach listopada trzy ugrupowania socjalistyczne CKPPS, PPS Zjednoczenie i Związek Socjalistów Polskich na Obczyźnie na zjeździe w Brukseli wyłoniły jedną zwartą organizację Polskiej Partii Socjalistycznej. Na zjeździe była obecna duża grupa młodzieży przeważnie rekrutującej się z nowej emigracji po uświądzeniu zlikwidowania Solidarności w kraju przez reżym Jaruzelskiego.

Członkowie tej grupy w większości dawni zwolennicy PPS Zjednoczenie i Związku Socjalistów Polskich na Obczyźnie wyraźnie stanęli na stanowisku obrony legalizmu polskiego i zachowanie struktury rządu polskiego na Obczyźnie. Obrona legalizmu była spontaniczna. Nikt tym młodym ludziom nie mówił co to jest legalizm, ani jak działa rząd londyński. Po prośbu podświadomie wczuli się w konieczność skutecznej walki o wolność i niepodległość państwa na szerszej platformie aniżeli jedna partia. Stanęli na stanowisku nienaruszalności prawowitego porządku państwa i jego narodowej kultury. Ten prawowity porządek prawny, wyrosły z rodzinnej 1000 letniej kultury, jest tak zwanym legalizmem polskim na obczyźnie.

Zachowanie tego porządku jest rzeczą konieczną tak w chwili obecnej jak i na przyszłość. Ta młodzież socjalistyczna na obczyźnie nie podkreśliła wyraźnie, że uważa państwo za istotną rzecz narodu, że naród nie może rozwijać się w pełni bez samodzielnej organizacji państwowej. W przeciwieństwie do tzw. młodzieży narodowej, która głosi, że sprawa państwa jest sprawą obojętną w stosunku do wartości pojęcia i samozachowania narodu. Naród musi być zachowany, ale cóż jest wart bez własnego państwa.

Dążeniem więc młodzieży socjalistycznej ujawnionym na zjeździe jest zachowanie narodu we własnych suwerennych formach państwowych. Ponieważ te formy państwowe są w kraju, ale nie są samodzielne, działanie polityczne w oparciu o niezależne formy państwowe należy oprzeć na obczyźnie.

Wyraźnie to stanowisko, które poparła w większości grupa starych socjalistów nie bardzo znalazła zrozumienie u byłych PPS-owców z tzw. ugrupowania Federacji Demokratycznej Stronnictw. Nie jest to w tej chwili ważne, bo jak Federacja Demokratyczna Stronnictw, tak i resztki dawnego PPS na skutek obrad zjazdu połączeniowego przestały istnieć.

Wik Sten.

BIBLIOTHÈQUE POLONAISE A PARIS

La Bibliothèque Polonaise a accueilli, en ses murs chargés d'histoire, un public attentif et communicatif lors de la Soirée de souvenir qui s'y déroula le 10 Novembre 1982.

En effet, l'un des Membres de la Société Historique et Littéraire Polonaise, le pianiste et compositeur Jean FRESSINIER avait voulu rendre un solennel hommage aux Grands Serviteurs de la Bibliothèque Polonaise et en particulier à Irena Galezowska et Wanda Borkowska, les dernières personnalités disparues de cette grande génération remarquable et remarquable.

Après l'inauguration d'une salle dédiée à ces deux dernières, après des allocutions chaleureuses de Georges Mond, Secrétaire Général de la Société et de Maître Bolesław Szpiega de Vichy dont l'oeuvre poétique a inspiré tout un cycle de Mélodies pour voix de soprano et piano à Jean Fressinier, le public put savourer toute la tendresse et toute la profondeur que contiennent ces pages vocales qui furent exécutées tout aussitôt par la Soprano Virginia Pattie accompagnée au piano par le compositeur lui-même. Moments pénétrants, en ce lieu, grâce à ces deux artistes, grâce à ce pianiste inspiré qui parvenait à un perlé d'une grande sensibilité. Aucun doute que chaque auditeur

PRAGNIESZ REGULARNIE OTRZYMYWAĆ

« POLSKĘ W EUROPIE »

TO WYŚLIJ DO RZYMU KWOTĘ 15 \$
ZA ROCZNĄ PRENUMERATĘ

en son âme ait été touché ce soir-là d'un Message d'histoire, de beauté et d'amour, mais pouvait-on en attendre moins en cette illustre forteresse de la culture humaine au coeur même de la Capitale de France.

La soirée a réuni plus de deux cent personnes, Français et Polonais jeunes et moins jeunes. La direction de la Société et de la Bibliothèque y a participé avec le Président Zaleski et le directeur Handelsman en tête.

150 ROCZNICA TOW. LITERACKIEGO W PARYŻU

Z okazji 150-tej rocznicy powstania Towarzystwa Literackiego przekształconego następnie w obecne Towarzystwo Historyczno-Literackie zarządzające Biblioteką Polską na wyspie Św. Ludwika w Paryżu, odbyły się dwudniowe uroczystości nad brzegami Sekwany.

W sobotę 27-go listopada, Walne Zebranie zgromadziło około 150 członków Towarzystwa Historyczno-Literackiego którzy wysłuchali sprawozdań: sekretarza generalnego dr. Jerzego Monda, dyrektora Biblioteki inż. Józefa Handelsmana oraz skarbnika które przedstawił red. Maciej Morawski zastępca sekretarza generalnego.

Ożywiona dyskusja odbywała się pod przewodnictwem Prezesa Towarzystwa Historyczno-Literackiego prof. Eugeniusza Zaleskiego. Głównym problemem obrad była kwestia działalności kulturalno-oświatowej Towarzystwa oraz konieczności coraz pełniejszego otwarcia THL wobec młodych oraz w stosunku do innych inicjatyw wychodzących z poza Towarzystwa.

W obradach wzięli udział p. Władysław Zeleniński, Pani Eugenia Szabelska, p. Stanisław Paczyński, p. Mieczysław Jurkiewicz, mecenas Szpiega, p. Owczarek i Ksawery Deryng.

DROGA WIODŁA PRZEZ RAPPERSWIL I MONTRESOR DO LONDYNU

Idea synchronizacji działalności polskich instytucji kulturalnych na Zachodzie zrodziła się w 1977 r. w Rapperswilu. Spotkania jej inicjatorów w latach 1978-79 unaocznily, iż wszystkich ich – licznych i różnorodnych – ogarnąć na razie nie sposób. Ograniczono się więc do powołania na rapperswilskim spotkaniu w 1980 r. Stałej Konferencji Muzeów i Bibliotek Polskich na Zachodzie (MBPZ). Po jej II dorocznej sesji, odbytej w 1981 w Muzeum Reyów w Montresor we Francji, gospodarzem kolejnej III był w dniach 18-19 września 1982 Instytut Polski i Muzeum gen. Sikorskiego w Londynie. Przewodniczył sesji reprezentant Instytutu – prezes R. Dembiński, protokołował mgr J. Płoski.

W sesji, oprócz wymienionego już londyńskiego Instytutu, udział wzięli: Biblioteka Polska-POSK w Londynie, Biblioteka Polska w Paryżu, Instytut J. Piłsudskiego w Londynie, Muzeum Księży Marianów w Fawley Court, Muzeum Polskie w Rapperswilu, Muzeum Kościuszki w Solurze, Muzeum Reyów w Montresor, Towarzystwo Historyczno-Literackie w Paryżu, Muzeum Polskie w Chicago, Instytut J. Piłsudskiego w N. Jorku oraz Polski Instytut Naukowy i Biblioteka Polska w Montrealu.

Pracę sesji rozpoczęto sprawozdaniami z ubiegłorocznej działalności sekretarza Stałej Konferencji oraz współtworzących ją wyżej wymienionych instytucji.

Dzięki hojnej ofiarności naszej emigracji politycznej oraz przyjaznych nam społeczeństw obcych, wśród których w wolnym świecie instytucje te działają, rosną stale ich zbiory muzealne, biblioteczne i archiwalne. Z uznaniem powitano całkowite odnowienie wspólnym szwajcarsko-polskim wysiłkiem Muzeum Kościuszki w Solurze oraz unowocześnienie i wzbogacenie jego ekspozycji darami z prywatnych zbiorów, m. in. ze zbiorów Zygmunta Stankiewicza, nowego kustosa solurskiego Muzeum. Z satysfakcją odnotowano wyraźny wzrost zainteresowania działalnością instytucji muzealno-bibliotecznych wśród młodzieży polskiej w wolnym świecie. Łączność z krajem – w miarę rozwoju Odnowy, zapoczątkowanej przez gdańskich stoczniovców – zacieśniała się coraz bardziej, przybierając formy normalnych kontaktów z muzeami, bibliotekami, instytucjami naukowymi, uniwersytetami itp., polegających na wymianie wydawnictw, periodyków, publikacji naukowych etc., względnie na udostępnianiu tych materiałów coraz liczniejszym studentom i naukowcom, poszukującym na Zachodzie niezbędnej dla swych prac dokumentacji. Tysiące turystów z kraju, a zwłaszcza młodzież, ze zdziwieniem i przejęciem zaznajamiali się z polskimi muzeami i bibliotekami na Zachodzie, chłonąc skwapliwie wszystko, co – niedostępne w kraju – uprawdopodobniało obraz naszej historii i kultury. Tragiczny 13-ty grudnia 1981 odgrodził kraj murem policyjnym od Zachodu. Z trudem przychodzi nawiązywanie porwanych więzi międzyludzkich czy kontaktów z instytucjami nau-

kowymi, kulturalnymi itp. Z tym większą energią przystąpiono do gromadzenia dokumentacji związanej z Odnową oraz włączono się do akcji mobilizowania pomocy dla kraju wśród swoich i obcych. Zainteresowanie naszym krajem tych ostatnich, zafascynowanych fenomenem polskiej Odnowy, wzrosło po 13 grudnia jeszcze bardziej. Obiegano więc – dostownie – nasze instytucje w poszukiwaniu materiałów, ułatwiających zrozumienie zachodzących w Polsce przemian. Stanowi to wciąż jedną z najważniejszych dziedzin działalności tych instytucji.

Po części sprawozdawczej sesja londyńska przedyskutowała i uchwaliła statut Stałej Konferencji Muzeów i Bibliotek Polskich na Zachodzie oraz przyjęła zalecenia dotyczące wymiany ekspozycji między Muzeami. Omówiono też przebieg 2 dotychczasowych sympozjów bibliotecznych, zorganizowanych pod auspicjami MBPZ przez Instytut Sikorskiego w Londynie. Termin trzeciego, którego gospodarzem będzie londyńska Biblioteka Polska-POSK, ustalono na 12-13 marca 1983 r. Wyrażono wdzięczność autorom, wydawcom i drukarzom polskim na Zachodzie za ich ofiarny odzew na apel o zaopatrywanie naszych bibliotek w bieżące nowości wydawnicze. Żywą dyskusję wywołała inicjatywa organizowania towarzystw przyjaciół naszych instytucji na wzór istniejącego już od dawna Towarzystwa Przyjaciół Muzeum Polskiego w Rapperswilu skupiającego Szwajcarów i Polaków z całego świata.

Wreszcie na zakończenie roboczej części obrad ustalono, iż IV doroczna sesja Stałej Konferencji Muzeów i Bibliotek Polskich na Zachodzie odbędzie się w dniach 2-3 września 1983 r. Jej organizatorem i gospodarzem będzie Muzeum Księży Marianów w Fawley Court.

Doceniając ogromne znaczenie zjazdu Polonii Wolnego Świata, który na początku września 1983 r. ma obradować w Londynie, upoważniono prezesa R. Dembińskiego i inż. H. Lipińskiego do zgłoszenia czynnego w nim udziału MBPZ.

Drugą część sesji – publiczną – w obecności Prezydenta Edwarda Raczyńskiego rozpoczęto uczczeniem pamięci zmarłej w bież. roku Wandy Borkowskiej, o której zasługach w ciągu 50 lat pracy w paryskiej Bibliotece Polskiej mówił dyrektor biblioteki, inż. J. Handelsman.

Z kolei – zgodnie z tradycją poprzednich sesji – zaprezentowano, ilustrowane przezroczkami, wybrane zespoły zbiorów, składających się na bogactwo muzeów i bibliotek polskich na Zachodzie.

Wizyta w londyńskim Instytucie J. Piłsudskiego, podczas której dzięki życzliwości pani dr Wandy Piłsudskiej obejrzano najcenniejsze pamiątki po Marszałku, zakończyła trzecie doroczne londyńskie spotkanie Stałej Konferencji Muzeów i Bibliotek Polskich na Zachodzie.

MAMERT MIZ - MISZYN

BURZYNSKI RESEARCH INSTITUTE

Information continues to accumulate at a rapid concerning cancer – its causes and possible cures. Some progress has been made in cancer treatments, however, there still remains a great deal of work to be done in this area. Since 1967 we have been working on a new treatment for cancer which, to date, has shown great promise.

Fifteen years ago we asked the question: « Why do certain people not have cancer instead of why do they have cancer? We came to the conclusion that there must be a natural defense in their bodies. We thought that there must be a system other than the immune system that would simply correct cancer cells. It was our opinion that from a scientific point of view this was a better system because it was not aimed at the destruction but instead was aimed at the correction of cancer cells.

About one out of 80,000 people will have advanced cancer, and then on their own begin to spontaneously regress the cancer. Based on this evidence we felt that the body must have a way of correcting cancer (« neoplasia » in medical terminology) which is characterized by uncontrolled growth and the spread of abnormal cells. Considering that millions of cells are developing and specializing in the human body daily, it was surprising to us that errors in the process did not appear more often.

We then determined that the body must produce special chemicals that reprogram misdirected cells. Through our research we were subsequently able to isolate and test both in tissue culture and animals, and finally in cancer patients, some of the biochemicals that the healthy human body produces as part of its genetically-inherited defense against cancer. After numerous experiments, we have learned that these chemicals (peptides) are actively involved in the elimination of cancer. We gave these peptides the name, « Antineoplastons ».

Antineoplastons are substances produced by the living organism that protect it against the development of neoplastic growth (cancerous growth) by a biochemical process which does not significantly inhibit the growth of normal tissues. Antineoplastons offer the biological mechanism to fight cancer cells and push them back to their normal way of development.

Most cancer patients have a deficiency of antineoplastons in their blood. Such patients, according to the Institute's statistical data have proved to be the best candidates for the treatment. In a number of cases certain pathological peptides pro-

duced by cancer are present in the patient's blood and urine. In cases of response to the treatment it is possible to see decreasing amounts of these peptides, and finally they will disappear completely from the blood and urine when the patient obtains complete remission. Such tests are also very useful to determine who will have a chance to respond to the treatment with antineoplastons and what kind of a response is obtained in individual patients. Finally if the patient is in complete remission, the quantitative determination of antineoplastons in the blood and urine will help to decide if a maintenance treatment is needed or if the patient's own body system is able to produce a sufficient amount of antineoplastons.

Antineoplastons are present in tissues and body fluids of healthy people. People who have cancer usually have low concentrations of antineoplastons in their bodies, and according to Dr. Burzynski and his research staff, this is the main reason they have cancer in the first place—because their bodies were not able to protect themselves against the thousands of the factors from the environment which can trigger the growth of a cancer. The antineoplastons were first isolated from blood and then for economic reasons from the urine of healthy people. It was—and still remains—a tremendous and expensive task necessitating the use of several biochemical techniques to isolate and purify the compounds from urine because only a few of them out of millions have activity corresponding to antineoplastons. It is also necessary to process huge amounts of urine to be able to isolate antineoplastons for the treatment of just a few patients. Not all preparations of antineoplastons are isolated from urine. After years of research we were able to define a chemical structure of some antineoplastons and reproduce them synthetically. At the present time an increasing number of patients are being treated with the synthetic preparations.

There has been much publicity, a good deal of it unfavorable concerning cancer cures and treatments. Skepticism regarding such treatments is understandable. It is not our intention to state that we have made the long desired discovery which will cure cancer. We have managed to demonstrate, however, that it is possible to obtain complete remission of certain types of cancer with the antineoplaston treatments. The short observation time of less than five years does not allow us to claim any cure as yet. Complete remission means complete disappearance of any sign and symptom of cancer, and if complete remission lasts longer than five years it is then called a cure.

« POLSKA W EUROPIE », NIECH POZOSTANIE PŁASZCZYZNĄ SPOTKANIA
WSZYSTKICH POLAKÓW, NIECH BĘDZIE WYRAZEM JEDNOLITEGO ZESPOLENIA MYŚLI,
W WALCE O JEJ DOBROBYT I SAMOSTANOWIENIE. Z NASZEJ STRONY BĘDZIEMY W
MIARĘ MOŻLIWOŚCI PISMO ROZSZERZAĆ, DZIĘKI WAM POLEPSZAĆ.
BUDUJMY WSPÓLNIE NASZE JUTRO W IDEALACH POKOJU I DEMOKRACJI.

WYDAWNICTWA NADEŚLANE

«SONETY» - Wiliam Szekspir w przekładzie Wiesława Strzałkowskiego - Londyn.

Sonety Szekspira, stanowią jak tyle innych spraw dotyczących jego twórczości zagadkę dla historyków literatury i krytyków. Kontrowersja dotycząca Sonetów obejmuje zagadnienie daty ich powstania, ich charakteru i historii - czytamy w przedmowie Wiesława Strzałkowskiego. Doniosłość jej polega na tym, że chodzi w niej o ustalenie, czy są one istotnie wyrazem intymnych przeżyć genialnego twórcy, którego utwory sceniczne rzucają światło tylko w sposób pośredni na jego osobowość. Na ogół uczeni skłaniają się do poglądu, że Sonety wyrażają osobiste przeżycia Szekspira, a nie są tylko rezultatem poetyckiej konwencji wywodzącej się od czasów Petrarci.

«LA GERMANIA SI PRESENTA» Ed. Bertelsmann Lexikon - Verlag per l'Ufficio Stampa ed Informazioni del Governo Federale.

«SICUREZZA SOCIALE PER TUTTI» - La rete sociale nella Repubblica Federale di Germania. Ed.: Ufficio Stampa e Informazioni del Governo Federale.

«PODSTAWY MORALNE POLSKIEJ MYŚLI POLITYCZNEJ» - Wiesław Strzałkowski Wyd. Londyn.

«REALTA' E FANTASIA» poesie Giuseppe Schiavelli. Ed. Trevi Editore - Rzym.

«DIFI PANORAMA» pod dyrekcją Luigi Morglia jest katalogiem wypożyczalni filmów ze wszystkich dziedzin.

«LI SCALINI DER CELO». Poezje gór: Federico Tosti. Wyd. Scena illustrata - Rzym.

«PAROLE NEL TEMPO». Wiersze Sary Naccari wydane przez Gabrieli Editore w Rzymie.

«L'ETA' VERDE» periodyk kulturalno-wychowawczy wychodzący w Rzymie pod redakcją Augusty Busico Zuccari.

«KRESOWIAK» - Biuletyn informacyjny Związku Żołnierzy Kresowych w dwudziestym roku swego istnienia ukazał się numerem specjalnym (82 stron) z okazji 40 rocznicy II Wojny Światowej. Wydawnictwo doskonale zredagowane, szkoda tylko że wkradło się, widocznie nie świadomie, jakieś wspomnienia autora opanowanego manią prześladowczą a szkalujące Włochy w sposób ordynarny i nie prawdziwy.

«ZNAK CZASU» - «Polonia semper fidelis» - Czasopismo wydawane przez Stowarzyszenie Katolików Polskich w Niemczech pod redakcją dr. inż. Jana A. Szpondera.

«DIETRO LE QUINTE» red. Franco Venturini - Roma.

«SŁOWO» Miesięcznik Kongresu Polaków w Szwecji pod redakcją Leona Pompy.

«NIE CENZUROWANO» - Niezależne pismo nawej emigracji redagowany w Dusseldorfie (Niemcy) przez zespół: Barbara Juszczyzyn, Krzysztof Kamyk, Krzysztof Wicherek, Barbara Rabcewicz, Jacek Płaża i Marek Hakien.

«MAGNA RES LIBERTAS-POLSKA KOLUMNA WOLNOŚCI W RAPPERSWILU» -

Stulecie Muzeum Polskiego na Zamku w Rapperswilu - Halina Zielińska. Wydawnictwo ukazało się nakładem autorki na rzecz Muzeum.



Rapperswil. Fragment Polskiej Kolumny Wolności: Herby Polski i Litwy. (Fot.: Ludomir Danilewicz)



INTERNATIONAL ALBUM

Selected Documentation From Various Countries

«COPERNICUS PORTFOLIO» - INTERNATIONAL ALBUM opracowany przez dr. Władysława Kościeszę-Kożakowskiego w Nowym Jorku.

Pasją życia jego, stała się filatelistyka, która pochłonęła Go od 40-tu lat. Posłużymy się Jego słowami na temat tej najliczniejszej w świecie rzeszy hobbystów i «wyznawców wiary» małego skrawka papieru.

«Znaczek przekracza od wielu pokoleń, wszelkie granice, przekonania, wierzenia i podziały międzyludzkie. Dzięki niemu nawiązują się przyjaźnie ludzi, którzy się nie znają i nigdy nie zobaczą. U młodych pobudza wyobraźnię, skłania do poszerzenia wiedzy, podpowiada obranie drogi życiowej. Filatelistyka jest też swego rodzaju ogólnoludzką nie pisaną księgą, utrwalającą ważne wydarzenia, wydobywa i przypomina rzeczy godne i nieprzemijające, które pasjonowały bądź wstrząsały społeczeństwami i narodami przed wiekami».

Potwierdzeniem tych paru wyznań W. Kożakowskiego i ukoronowaniem Jego dożyłkowej drogi «znaczonej znaczkami» było spopularyzowanie o zasięgu ogólnoświatowym naszego wielkiego astronoma Mikołaja Kopernika w 500-letnią rocznicę śmierci.

Tak powstał wspaniały album o M. Koperniku zawierający obok życiorysu informacje o znaczkach jakie zostały wydane z tej okazji w licznych krajach.

Dzieło to, było wielokrotnie nagrodzone oraz, zostało wręczone także Janowi Pawłowi II - jako dar Polonii Amerykańskiej.

Tr.

«ZESZYTY LITERACKIE» Nowy polski kwartalnik - Paryż.

W numerze 1 (Zima 1983): Stanisław Barańczak, Przywracanie porządku; Ewa Bieńkowska, Naród; Wojciech Karpiński, Spotkanie z Nabokovem oraz stałe działy: Europa Środką - Milan Kundera, Zakład czeski; Vaclav Havel, Audycja i Poświęcie. Proza i poezja: Włodzimierz Odojewski, Bóg z Tobą, synu...; Józef Brodzki, Nowe wiersze; Józef Czapski, Dziennik 1961-1962; Kazimierz Brandys, Miesiące; Natalia Gorbaniewska... Spojrzenia: Ewa Kuryluk o współczesnym malarstwie polskim i Agnieszka Holland o młodym polskim kinie. Sztuka i polityka: Tomasz Venclova, Gra z cenzorem. Piosenki: Jacka Kaczmarskiego, Notatki Konstantego A. Jeleńskiego, Wspomnienia, Książki Nadesłane, Noty o Autorach.

Zeszyty Literackie stawiają sobie za cel kontynuowanie tradycji niezależnego ruchu wydawniczego. Otwieramy łamy Zeszytów Literackich dla pisarzy zarówno w kraju jak i za granicą. W następnych numerach: Cz. Miłosz, przekłady z Whitmana, Dzienniki J. Czapskiego, rozmowa z L. Kołakowskim, esej St. Barańczaka o polskiej literaturze oraz stałe działy: Europa Środką - M. Kundera o Kafce i Pradze, P. Kral o surrealizmie czeskim; Proza i Poezja; Krytyki i Recenzje; W oczach Zachodu; Świadectwa; Stanowiska; Notatki.

Zespół: Stanisław Barańczak, Ewa Bieńkowska, Wojciech Karpiński, Ewa Kuryluk, Barbara Toruńczyk. Adres redakcji: Cahiers Littéraires, 37 rue St. Hilaire, 75005 Paris, France. Konto pocztowe: CCP Paris 5 74286E.

Cena pojedynczego egzemplarza FF 35; prenumerata roczna (4 numery) FF 1330. Przesyłka jednego egzemplarza: pocztą zwykłą FF 3; pocztą lotniczą FF 12. Dopłata do prenumeraty rocznej pocztą lotniczą FF 35.

«ZYCIE POLONII» dwutygodnik społeczno-katolicki «Solidarność» wychodzący w Nowym Jorku, jest organem Polsko Amerykańskiej Izby Handlowej. Prezesem Izby: Adam Bałaban.

«SPRZECIW» wydaje Niezależna Oficyna Młodych pod redakcją Aleksandra Świejkowskiego w Goteborgu (Szwecja).

«NASZA GAZETKA» Miesięcznik wydawany przez Towarzystwo Dom Polski w Zurychu pod redakcją T. Wojnarskiego.

L'ECO DELLA STAMPA

Casella postale 12094
20134 Milano

OKOŁO 4000 CZASOPIŚM

Miliony Wycinków
prasowych

Il popolo polacco ringrazia

B.D.I.C

La BANCA DEI MEDICINALI - *pro soccorso popolo polacco* - prosegue la raccolta per sopperire alle necessità dei cittadini polacchi bisognosi di cure ed è profondamente grata a coloro che non dimenticano le sofferenze di questo popolo.

Si fa noto che sono principalmente i bambini ed i vecchi a risentire di carenza di cibo e, conseguentemente, di medicinali.

Le maggiori richieste di materiale di vitale necessità che ci pervengono sono:

1. Latte umano « O », non scremato, per neonati
2. Siringhe di vetro con aghi, da sterilizzare
3. Siringhe in plastica, da gettare
4. Ovatta
5. Guanti chirurgici
6. Filo interno dissolvibile per operazioni chirurgiche
7. Filo esterno per operazioni chirurgiche
8. Bisturi riutilizzabili
9. Cemento osseo chirurgico
10. Sonde e cateteri
11. Filtri per apparecchi di dialisi
12. Vene artificiali
13. Lastre per radiografie
14. Apparecchi acustici per bambini sotto i tre anni
15. Apparecchi per trasfusioni, completi di tutto
16. Antibiotici, ricostituenti, Vitamina C, ecc.



Per i 300 pacchi di generi alimentari e vestiario e per i 150 Kg. di medicinali, per la cui raccolta è stato promotore in PADOVA il dott. prof. Richard DEMEL, si ringrazia:

dr. Carlo FRUGONI
dr. N. FRANCHIN
dr. N. GIORA
dr. Virgilio ZAVA
dr. Paolo BELTRAME
dr. Paolo ANGI

Signore del S. Vincenzo Cattedrale
dr. Umberto ANTONIAZZI
dr. Antonio CANDIOTTO
dr. Lucio STOCCO CANDIOTTO
avv. Mario MENINI
dr. Sergio CHIARI
dr. Giancarlo ZAPPATERA
dr. Maria Elisa GORRA
dr. Aldo PORZIO
dr. Malvina D'ARCAIS

Signore del Gruppo via Speroni, 43 Religiose, Genitori e Alunne Ist. Maria Ausiliatrice - Riviera S. Benedetto
Religiose, Docenti, Alunni e Genitori Ist. S. Cuore
Gruppo Studenti Cattolici - Parrocchia S. Familia
Raccolta PRO POLONIA Centro Ist. S. Cuore
Ditta Mario VESCOVI



CHI CON SPIRITO
UMANITARIO, DESIDERA
AIUTARE A SOPRAVVIVERE
IL POPOLO POLACCO
PUO' RIVOLGERSI A:

« BANCA DEI MEDICINALI -
pro soccorso popolo polacco »
v. XX Settembre, 26

00187 ROMA - Tel. 4950350

I versamenti possono essere effettuati:

Banca dei medicinali
c/c nr. 2938350/01
Banca Commerciale Italiana
Ag. 11, Largo Santa Susanna 124 - Roma

POMOC POLSCE
OBOWIĄZKIEM
CHRZEŚCIJAŃSKIM
I PATRIOTYCZNYM

« POLSKA W EUROPIE »
POWIĘKSZA SWOJĄ BIBLIOTEKĘ

Zwracamy się do wszystkich Przyjaciół i Czytelników o nadsyłanie podwójnych czy zbędnych książek oraz roczników czasopism polskich czy o polsce.

Przyjmujemy również i księgozbiory.
Opłacamy koszta przesyłki.
Z góry serdecznie dziękujemy.

Redakcja

LA BALLATA DEI CANTIERI

Ascoltate gente quello che oggi vi dico
Ciò che avviene da noi a Danzica,
C'è chi piange, chi sorride
Una cosa inconcepibile

Sempre la nostra Danzica è stata polacca
Sempre di spirito polacco si è nutrita.

Ha apprezzato la libertà, ha apprezzato il diritto,
Ha sognato un avvenire luminoso.
E' giunto di nuovo il tempo della prova
Per le masse operaie di Danzica.

Vogliono portarci via la democrazia
Si appellano alla ragion di stato
E non è la prima volta.

E' insorto nuovamente il popolo di Danzica
Nuova lotta, nuove fatiche
Perché ciascuno con tutto il cuore
Proclami le lodi della libera Polonia
Anche se chi ci opprime sono i nostri!

Con coraggio gli operai
Lottano per i propri ideali
Per scrivere una pagina d'oro della storia
Oggi montate la guardia
Ciò che volete dovranno darvelo!

Ormai hanno smesso di battere i martelli
Non brilla più la lampada ad arco
Immobili e vuoti stanno gli scafi

I cantieri si sono fermati
Hanno sollevato le visiere
E' giunto il tempo della lotta e della prova.

Basta con l'impostura, le ingiustizie, l'ipocrisia
Oggi quelli dei cantieri proclamano lo sciopero
Pongono condizioni e chiedono libertà
Alzano il pugno operaio

Son cresciute ingiustizie e umiliazioni
Il calice è colmo fino all'orlo
Dietro agli operai dei cantieri hanno interrotto il lavoro

Le industrie di tutto il litorale
E hanno insistito nella lotta, sebbene ci dispiaccia
che ci abbiate costretto a questo
Datevi da fare, eliminate le ingiustizie
Presto, senza perdere un momento

Perché le nostre richieste sono giuste
E non contro il governo e la ragione
Noi vogliamo solo condizioni degne di vita
Noi vogliamo la democrazia.

Tomasz Jastrun



TAK BYŁO W TEHERANIE, JALCIE I POCZDAMIE
Czy wobec bezpośredniego zagrożenia cywilizacji zachodniej zmieni się
postawa zachodnich mężów stanu?

« WIADOMOSCI POLSKIE »

**POLSKA W EUROPIE
POLONIA IN EUROPA
POLOGNE EN EUROPE
POLEN IN EUROPA
POLAND IN EUROPE**

Czasopismo założone przez
Jerzego Jankowskiego

ROK XXXI
N. XII - 1982

ADMINISTRACJA
I REDAKCJA:

Redaktor Naczelny
Karol Kleszczyński

Włochy:
Via XX Settembre 26
00187 ROMA

Prenumerata roczna
we wszystkich krajach
równowartość 15 dol. am.
wraz z wysyłką lotniczą 20 \$

Podajemy konta bieżące
we Włoszech:

pocztowe: nr. 47130000

Comunità Europea dei Gior-
nalisti
via XX Settembre 26.
00187 ROMA

bankowe: nr. 1336430/01

Banca Commerciale Italiana -
ag. 11

Largo Santa Susanna 124
00187 ROMA

*Za artykuły podpisane
odpowiadają autorzy.*

Autorizzazione del Tribunale
di Roma n. 11027

Dir. resp. Maria Teresa Martinuzzi
(Sped. in abb. post. gr. IV).

Tip. ROMAGRAFIK
Via Vittorio Putti, 13